

Halte au RMA

Comite Chômeurs & Salariés d'Alfortville < br /> Conseiller municipal : Daniel Petri

Après avoir donné le feu vert à une baisse brutale de la durée d'indemnisation des chômeurs pris en charge par l'assurance-chômage, après avoir décidé de supprimer l'ASS au bout de deux années de versement aux chômeurs en fin de droits, le gouvernement Chirac-Raffarin prétend imposer aux érémistes un Revenu Minimum d'Activité.

le RMA, forme d'esclavage moderne et de travail forcé

Le RMA (Revenu Minimum d'Activité) se présente comme un nouveau CDD de six mois renouvelable trois fois et à mi-temps. Un érémiste embauché sous ce régime coûtera en tout et pour tout 2 euros de l'heure à son patron (183€ par mois). En effet, le Département (conseil général) versera à l'entreprise l'équivalent du RMI (417 €), le érémiste employé en "RMA" touchant la moitié du SMIC. C'est bien plus qu'une simple arnaque, c'est une forme d'esclavage moderne, de travail forcé. En effet, un érémiste sera obligé d'accepter ce type "d'emploi" sous peine de suspension de son allocation. De plus, les entreprises seront tentées de se débarrasser de salariés qu'elles doivent actuellement payer au moins au SMIC, en CDI, et les remplacer par des érémistes, taillables et corvéables à merci, devant accepter n'importe quelle condition de travail de

peur de perdre tout revenu. Cette volonté gouvernementale d'utiliser les érémistes comme "réserve" de main d'oeuvre quasi-gratuite pour les patrons s'affirme au moment où des chômeurs indemnisés et des chômeurs en fin de droits vont devenir eux-mêmes érémistes suite aux dernières attaques contre les droits des chômeurs.

Ils veulent en finir avec les CDI

Il n'est donc pas surprenant qu'au même moment, le gouvernement, toujours au nom de "l'emploi", annonce la mise en place de CDD de cinq ans qui sonneraient ainsi le glas des CDI. Les choses sont claires, Chirac et Raffarin s'en sont pris aux chômeurs et érémistes dans un seul but : mettre au pas tous les salariés et les dépouiller de tous leurs droits et moyens de défense. De ce point de vue, les tentatives d'imposer un "service garanti" les jours de grève ne poursuivent pas d'autres buts que de casser le droit de grève dans les transports, d'abord, et dans tous les secteurs d'activité, ensuite. Ne pouvant ni convaincre ni abuser personne, le gouvernement espère ainsi museler et réduire à l'impuissance les salariés pour liquider au plus vite la Sécurité sociale et privatiser les services publics. Les capitalistes seraient alors encouragés à réduire, encore plus, les "coûts du travail salarié", avec les résultats que l'on sait : développement inégalé de la pauvreté et de la misère, touchant des couches toujours plus larges de la population, recrudescence de maladies graves, conditions de travail infernales, licenciements à tout moment.

Toute honte bue

Mais, dans son écrasante majorité, la population rejette les "réformes" en cours et à venir de ce gouvernement. La "remontée" de Raffarin-Chirac dans les sondages n'aura pas duré plus d'une semaine de "nouvel an". Les gens n'oublient pas que Chirac et Raffarin ont menti à propos de l'avenir de la retraite tout comme ils mentent sur les véritables raisons de la crise de la Sécurité sociale (chômage, salaires bloqués, exonérations de cotisations patronales). Tout le monde se souvient que Raffarin et Mattei ont menti pendant la canicule, toute honte bue, pour continuer la politique de réduction toujours plus poussée des dépenses dans le secteur hospitalier. Politique de suppression de lits, de fermeture de centres d'urgences et d'écoles d'infirmières qui ne date pas d'hier et à laquelle - il faut bien le dire- les gouvernements de "gauche plurielle" ont fortement contribué...
... Pour en arriver là : 15 000 morts en moins de deux semaines !

Oui, il faut en finir avec Chirac-Raffarin!

Dans cette voie, il est possible d'empêcher tout de suite la mise en place du RMA dans tous les départements, par l'unité des travailleurs et des les organisations syndicales avec les élus départementaux qui protestent contre cette mesure. Dans tout le pays et dans chaque département.

S'il le veut, le Conseil général de notre département peut décider, dès sa prochaine séance, en urgence, de *refuser de payer un seul centime aux patrons contre une "embauche" en RMA* et décréter, puisqu'il s'agit de l'utilisation de l'argent du département, que *le RMA ne sera pas mis en place dans le Val de Marne, en aucun cas, pour aucun érémiste, pour aucun chômeur du 94 et le RMI sera versé dans les mêmes conditions qu'auparavant.*

Ce serait un premier pas dans la voie de la défense des droits bafoués de tous les chômeurs.

Ce serait un premier pas dans la voie de la rupture complète avec le gouvernement Chirac -Raffarin.

La nécessité de tout faire dans l'immédiat pour interdire le RMA est l'une des raisons parmi beaucoup d'autres pour lesquelles je serai candidat aux élections cantonales (canton : Alfortville-sud) au nom du comité chômeurs et salariés d'Alfortville et de l'organisation " La Commune " (section française de l'Unité internationale des travailleurs - 4ème internationale), pour un Plan d'urgence en défense des salariés, des chômeurs et de la population pauvre.

Dans cette même voie, nous - *Comité chômeurs et salariés et Organisation La Commune* - apportons notre soutien aux listes communes de Lutte Ouvrière (porte-parole : Arlette Laguiller) et de la Ligue Communiste Révolutionnaire (porte-parole : Olivier Besancenot) aux élections régionales et européennes.



Voir aussi dans la catégorie CCSA Alfortville



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Salariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION!

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE NOUS REPRESENTE, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contreles expulsions à
l'unité contre les expulsions
Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordred cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au >>
Pour sauver le droit au logement Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le
relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM